COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'OLUCOME N°.002./04/OLUCOME/2016 PORTANT SUR LE SOUTIEN D'UN DIALOGUE INCLUSIF INTERBURUNDAIS A L'ETRANGER AVEC LES VRAIS PROTAGONISTES

1. L'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques (OLUCOME) déplore les assassinats qui ne cessent de se commettre dans le pays plus particulièrement en Mairie de Bujumbura, depuis l'annonce de la candidature de Pierre Nkurunziza au 3ième mandat très contestée et qui s'intensifient malheureusement ces jours-ci. Ces assassinats ont déjà fait plus de 470 morts selon les organisations internationales et plus de 250 000 burundais ont été obligés de se refugier dans les pays de la sous-région et autres. A cet effet, l'Observatoire interpelle le Gouvernement en place, les mouvements armés et autres individus qui participent d'une manière ou d'une autre dans ces assassinats de se ressaisir et d'abandonner ce mauvais comportement de certains animaux sauvages car ils seront un jour poursuivis par la justice nationale et / ou internationale. A cela s'ajoute la pauvreté sans nom qui augmente du jour au jour car actuellement il existe des familles qui reçoivent difficilement un seul repas maigre par jour. Cette situation de peur généralisée, d'insécurité et de pauvreté sans nom a amené la plupart des citoyens burundais à penser que leur espérance de vie est à peine de 24 heures.

2. L'Observatoire étant l'une des organisations de la société civile burundaise qui a pris part aux différentes séances des pourparlers entre le Gouvernement en place de Bujumbura et les partis politiques de l'opposition tenues à Bujumbura depuis le mois de mai 2015, à Entebbe et ce lundi à ARUSHA, voudrait remercier la médiation dans la crise burundaise d'avoir programmé du 2 au 6 mai 2016 les nouvelles rencontres des pourparlers entre le Gouvernement en place et ses vrais protagonistes à Arusha en Tanzanie. Cependant, l'OLUCOME déplore l'attitude égoïste du Gouvernement en place et de certains individus qui veulent tarder ces pourparlers en avançant différents prétextes sans fondements valables.

3. Les négociations d'Arusha de l'année 2000 se sont beaucoup plus démarquées par le partage des postes entre les politiciens d'alors même si il en est sorti les accords qui ont permis le rétablissement de la paix au Burundi. Sur base de cette expérience, l'OLUCOME ne joindra pas sa voix dans ces prochaines négociations à ceux qui privilégieraient le partage des postes mais plutôt aux participants à ces pourparlers qui priorisent les questions primordiales qui hantent le pays telles que l'arrêt des assassinats, la peur généralisée et la misère sans nom chez les burundais.

4. **De plus, l'OLUCOME rappelle que parmi les questions à étudier lors de ces pourparlers devraient entre autre figurer celles relatives au respect de l'Accord**

de paix et réconciliation d'ARUSHA et la Constitution burundaise, aux libertés publiques , économiques, civiles et sociales, au désarmement, au retour des réfugiés, à la séparation des pouvoirs, à l'impunité des crimes, à la réouverture des médias, à l'enrichissement illicite, à la corruption, à l'alternance constitutionnelle au pouvoir et à l'annulation des poursuites judiciaires à l'endroit de certains leaders de l'opposition, de la société civile et des média, à la libération des prisonniers politiques et à la lutte contre les inégalités sociales.

5. De tout ce qui précède, l'OLUCOME recommande ce qui suit :

a. Au Gouvernement en place :

i) De renoncer à l'initiative solitaire d'un dialogue avec ses amis politiques uniquement mais plutôt avec les vrais protagonistes politique de tous les bords pour un riche débat d'idées autour de la question cruciale de la paix, de la sécurité et de développement durable pour tous sinon le Gouvernement en place risquerait de se complaire dans un narcissisme pur et simple;

ii) De participer aux prochains pourparlers sans conditions à Arusha parce que la voie du dialogue est l'unique solution idéale et salutaire pour une paix réellement durable pour les burundais.

b. A la Médiation :

i) De prendre toutes les précautions afin que ces pourparlers durent au maximum un mois avec des résultats tangibles car les burundais en ont assez avec la commission de ces crimes contre l'humanité et la pauvreté sans nom car le Burundi est aujourd'hui classé le dernier pays du monde selon le rapport du Fonds Monétaire International de 2015 avec un PIB de 315,2 dollars américains par habitant mais aussi la peur généralisée et autres problèmes se sont accaparés de sa population;

ii) De proposer à la fin de ces pourparlers une commission ad hoc composée des membres des burundais neutres, de l'EAC , de l'Union Africaine et des Nations Unies de suivi des mécanismes arrêtés pour la réalisation des résolutions prises au cours de ces pourparlers car l'expérience prouve que dans quelques cas, certains politiciens burundais doivent avoir une main étrangère qui les pousse pour mettre en application certaines décisions.

c. Aux politiciens burundais :

i) De prendre part aux prochains pourparlers à Arusha tout en mettant en avant l'intérêt du peuple burundais ;

ii) De renoncer à toute action qui annihilerait toute l'architecture de la paix que la médiation avait l'intention de mener en faveur du Burundi ;

iii) De faire preuve de lucidité et s'inscrire dans la ligne de la paix par tous les moyens et à tout prix.

d. **Aux Nations Unies, à Union Européenne, à l'Union Africaine, à la Communauté Est-Africaine, à la CEEAC et aux pays amis du Burundi**

i) De continuer à nous prêter main forte afin de convaincre à cet effet le Gouvernement burundais en place pour qu'il rejoigne sans conditions à l'équipe de la Médiation pour ce prochain round des pourparlers avec tous les groupes mais dont les vues sont réellement divergentes de celles de celui-là pour une paix fondée sur des bases solides comme en 2000 quand les Accords d'Arusha ont été conclus ;

ii) De rester toujours aux côtés des Burundais, comme par le passé, jusqu'au dénouement total et à la mise sur pied de nouveaux fondements solides de la réconciliation entre tous ses fils et filles et des institutions viables et fortes;

e. **A la société civile burundaise dans toute sa diversité**

i) Malgré les menaces qui pèsent sur elle, de rester unie et de continuer à joindre leurs efforts étant ensemble à ceux des autres burundais et à ceux des partenaires internationaux ou régionaux pour le respect des valeurs fondamentales de notre pays et du monde civilisé en luttant contre le non respect des droits fondamentaux de la personne par qui que ce soit, contre la dilapidation des deniers publics, la discrimination en tout domaine, la détention illégale d'armes à feu et leur usage, les inégalités sociales de tout ordre,...

Vive le Burundi sans la violence et la misère, Vive la communauté internationale.

Fait à Bujumbura, le 22/04/2016

Pour l'OLUCOME

Gabriel RUFYIRI

Président

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1er étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)
Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI